

## Examens territoriaux de l'OCDE : Séoul, Corée

**La surconcentration  
risque-t-elle  
d'ébranler  
les fondements  
de l'économie  
coréenne ?**

**Comment Séoul  
peut-elle devenir  
la plaque tournante  
économique de  
l'Asie du Nord-Est ?**

**La politique de  
rénovation urbaine  
de Séoul bénéficie-  
t-elle d'une visibilité  
internationale  
suffisante ?**

**Comment  
transformer  
en partenaires  
les administrations  
locales de la région  
de la capitale ?**

**Pour plus  
d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

### Introduction

Pour de nombreuses villes des pays de l'OCDE, la mondialisation a permis un accès à de nouveaux marchés, à des ressources humaines qualifiées et à des technologies avancées, tout en entraînant l'accélération de la concurrence internationale et de la restructuration industrielle. Séoul – ville de 10.3 millions d'habitants située au cœur de l'une des régions métropolitaines les plus peuplées du monde, la « région de la capitale » qui compte 22.5 millions d'habitants – tente de passer du statut de capitale-mégalopole nationale à celui de « ville mondiale » et de plaque tournante économique majeure de l'Asie du Nord-Est.

Cette recherche de compétitivité internationale s'inscrit dans le cadre complexe des priorités nationales, qui placent au premier plan l'impératif d'un développement équilibré dans l'ensemble du pays, particulièrement par le biais du projet du gouvernement central visant à délocaliser les fonctions administratives en dehors de la capitale.

Pour que Séoul puisse concrétiser ses ambitions, les autorités coréennes doivent agir dans un certain nombre de domaines, notamment afin de réduire la congestion, de stimuler l'innovation, de s'ouvrir à l'investissement étranger et de renforcer la collaboration avec les autres grandes villes de Corée.

La congestion est un problème particulièrement grave pour Séoul : près de la moitié de la population coréenne vit dans la région de la capitale, vers laquelle convergent quotidiennement 6.5 millions de personnes qui se rendent sur leur lieu de travail, créant ainsi des niveaux inacceptables d'embouteillages et de pollution de l'air. Séoul a déjà mis en œuvre des projets efficaces de rénovation urbaine, qui doivent toutefois en appeler d'autres.

Sur le plan de l'innovation, Séoul a mis en lumière cinq grappes industrielles prometteuses – la mode et l'habillement, les services financiers, les services aux entreprises, les technologies de l'information et de la communication, et les industries du contenu numérique. Elle dispose d'une main-d'œuvre abondante et qualifiée, pour soutenir la recherche et le développement (R-D). La capitale doit toutefois améliorer la diffusion de l'innovation en facilitant les flux d'informations.

La région doit en outre intensifier ses efforts pour attirer l'investissement étranger. L'investissement direct étranger à Séoul a chuté d'environ 20 % depuis 2000, en raison, selon certaines sources, de réglementations restrictives et de défaillances au niveau du gouvernement d'entreprise. La législation stricte adoptée par la Corée en matière d'immigration explique également le nombre infime de résidents étrangers sur le territoire national (0.5 % de la population totale).

Enfin, Séoul pourrait établir une collaboration plus étroite avec les autres grandes villes coréennes, qui permettra ainsi des effets d'entraînement sur d'autres régions, renforçant ainsi la compétitivité internationale du pays.

Cette Synthèse examine certains des enjeux auxquels Séoul fait face, ainsi que les solutions envisageables, telles que proposées dans le nouvel Examen territorial de Séoul réalisé par l'OCDE. ■

### La surconcentration risque-t-elle d'ébranler les fondements de l'économie coréenne ?

Séoul, capitale administrative et économique de la Corée, s'est étendue au-delà de ses frontières pour devenir l'une des régions métropolitaines les plus peuplées du monde. La zone fonctionnelle, que l'on appelle la « région de la capitale », englobe la ville de Séoul, la ville d'Incheon et la province de Gyeonggi. Avec près de 22.5 millions d'habitants, elle représente environ 48 % de la population nationale. La plus grande partie de l'activité économique de la Corée se concentre dans cette région, qui produit près de la moitié du produit intérieur brut du pays (PIB, 47.7 % en 2002), et dans laquelle se retrouvent la majorité des entreprises (45.6 %) et des emplois (49.6 %).

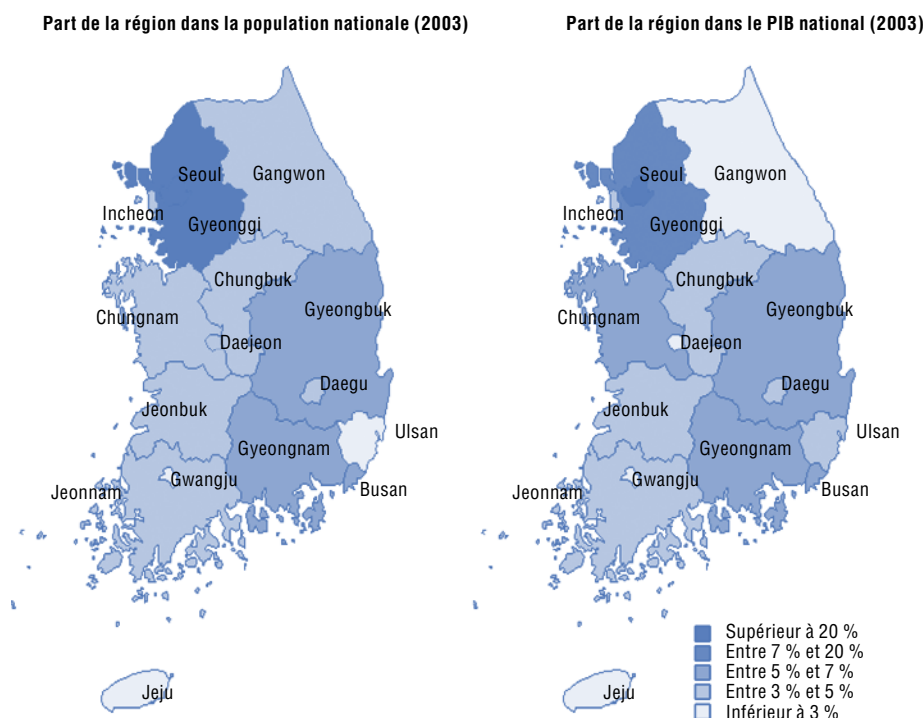
La région affiche par ailleurs des taux de croissance plus rapides que la moyenne nationale dans les domaines du PIB (6.6 % entre 1994 et 2002 contre 6.1 % en Corée, et ce, malgré un taux de 3.4 %, donc inférieur à la moyenne, dans la ville de Séoul), du nombre d'entreprises (15 % entre 1995 et 2002, par rapport à une moyenne nationale de 13 %) et des emplois (8 %, contre 7.1 % pour le taux national). La capitale abrite en outre les sièges administratifs des plus grands conglomérats coréens présents sur le marché international (notamment Samsung et LG), et constitue la principale porte d'accès au pays (avec l'aéroport international et les plates-formes logistiques d'Incheon).

Toutefois, certains facteurs défavorables essentiels risquent fort d'éroder la compétitivité de la région de Séoul. Séoul se caractérise par une densité de population anormalement élevée – la Corée se situe au quatrième rang pour la concentration géographique de la population dans la zone OCDE – d'où des coûts de congestion considérables. Selon une étude réalisée par le secteur privé, la Corée perdrait environ 3-4 % de son PIB en coûts de congestion. Ces facteurs sont aggravés par d'autres externalités négatives, telles que le niveau plus élevé des prix fonciers et de la pollution.

La marche de Séoul vers la compétitivité s'inscrit dans un cadre national complexe. Afin de combattre la surconcentration de population et d'activité économique, le gouvernement coréen a soumis en permanence la région de la capitale à des restrictions

Graphique 1.

### CONCENTRATION DE LA POPULATION ET DU PIB EN CORÉE



Note : estimations du PIB en prix courants.

Source : Base de données territoriales de l'OCDE.

légales concernant la construction d'usines, de bureaux et d'universités. La région de la capitale reste assujettie à des mesures réglementaires spécifiques destinées à limiter la concentration dans la région et l'on a observé récemment un mouvement de délocalisation de certaines fonctions publiques et administrations de la capitale vers d'autres parties du pays. L'expérience d'autres pays de l'OCDE comme la France, le Japon et le Royaume-Uni donne à penser que les politiques de contention comme celles qui s'appliquent à la région de Séoul ont des résultats mitigés. Étant donné l'importance démographique et économique de Séoul, il est crucial d'élaborer des stratégies pour s'attaquer plus efficacement aux externalités négatives de la surconcentration et pour mieux exploiter les avantages comparatifs de Séoul, en dépassant la dichotomie traditionnelle entre le centre et la périphérie. Il s'agit là d'une tâche particulièrement délicate et urgente : Séoul est la principale région métropolitaine de la Corée qui soit capable de concurrencer d'autres mégalo-poles de l'Asie du Nord-Est, où le rythme des changements économiques et technologiques est plus rapide que dans les autres parties du monde. ■

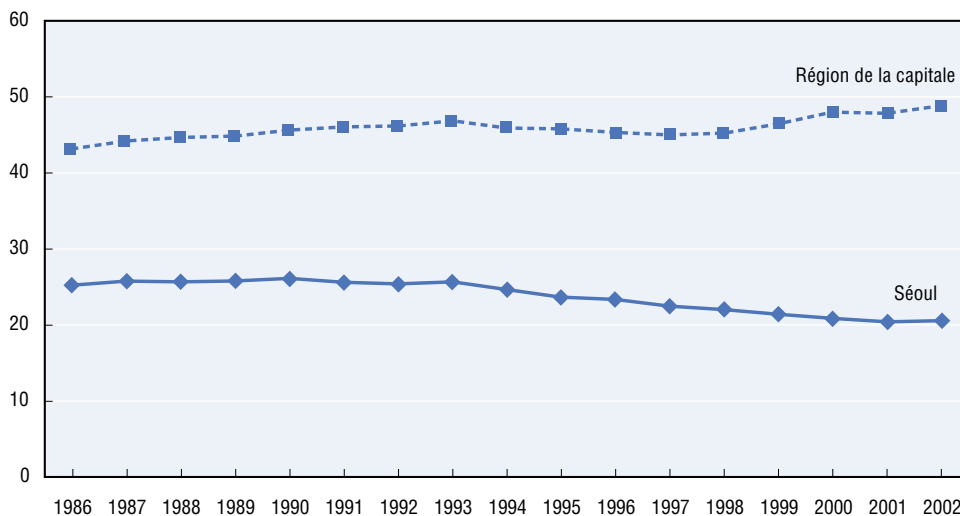
### Comment Séoul peut-elle devenir la plaque tournante économique de l'Asie du Nord-Est ?

Sur la scène internationale, la région de Séoul a enregistré des performances économiques remarquables, mais des changements structurels rapides s'avèrent encore nécessaires pour permettre à la région de rivaliser avec les mégalo-poles voisines. Par rapport à d'autres régions métropolitaines de la zone OCDE, la région de la capitale occupe un rang médiocre pour le PIB par habitant et pour la productivité du travail. Toutefois, la Corée est en train de rattraper son retard car elle affiche un taux élevé de croissance de la productivité du travail, et s'est située au second rang des pays de l'OCDE en ce qui concerne la croissance de la productivité du travail entre 1993 et 2002. Cette hausse s'explique largement par un redéploiement de l'économie de la région de la capitale vers des activités fondées sur le savoir et générant une plus forte valeur ajoutée. Dans un contexte marqué par l'accélération de la mondialisation, la région de la capitale s'emploie à relever un défi structurel : ajuster son économie pour répondre à une concurrence intense à la fois dans les industries de faible technologie et dans les secteurs de pointe. Durant de nombreuses années, le développement de la Corée a reposé sur des industries à forte intensité de main-d'œuvre telles que le textile. Dans ces industries, la Corée affronte aujourd'hui la concurrence d'autres pays de la région, en particulier la Chine, où les coûts de main-d'œuvre sont plus bas. Elle doit également rattraper le Japon, qui reste de loin l'économie la plus puissante de la région, avec d'importants avantages dans les industries à forte intensité de technologie telles que l'automobile et l'électronique.

Graphique 2.

#### PART DE SÉOUL ET DE LA RÉGION DE LA CAPITALE DANS LE PIB NATIONAL, 1986-2002

Unité : % (calculé par rapport au PIB en prix constants, base 1995)

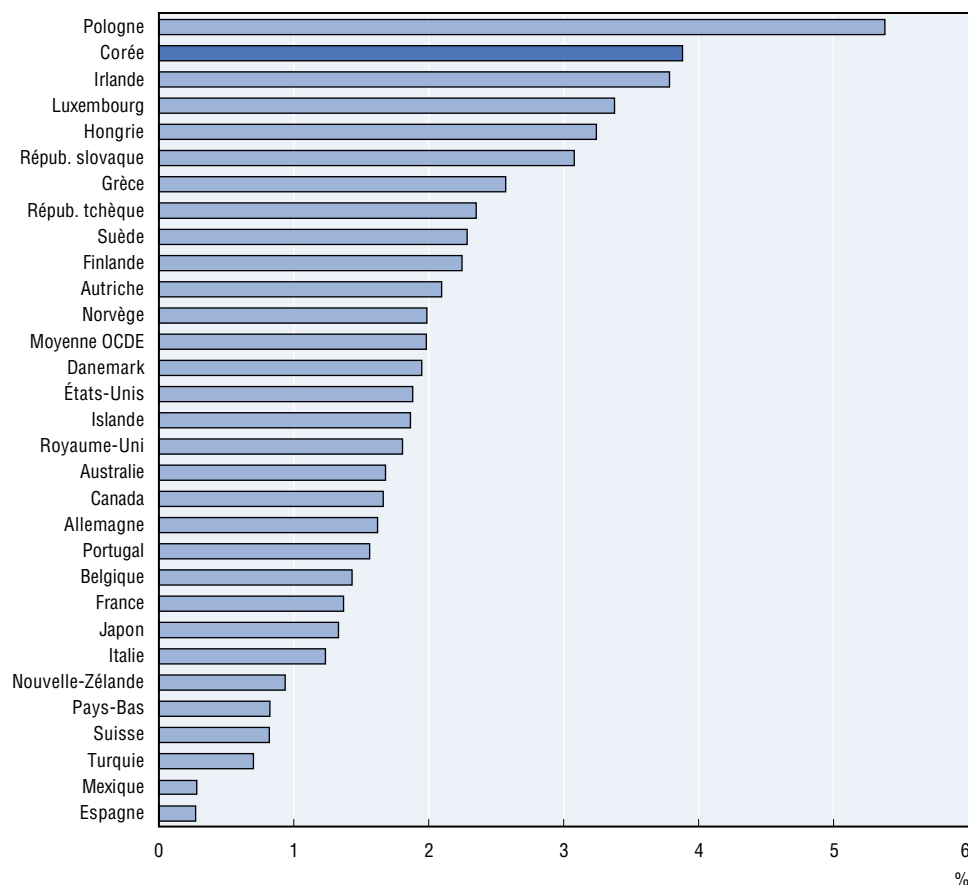


Source : Office national coréen des statistiques.

L'un des principaux impératifs pour la région de la capitale consiste à poursuivre la spécialisation dans les activités de niche à forte valeur ajoutée. Le niveau actuellement élevé du capital humain et des capacités de recherche et développement (R-D) pourrait contribuer de façon décisive à stimuler l'innovation. La région dispose d'une main-d'œuvre hautement qualifiée (en 2003, 23.4 % de la population de la région était titulaire d'un diplôme universitaire, contre 17.3 % pour la moyenne nationale), et détient la majorité de la capacité nationale de R-D. En 2002, elle concentrait 60.3 % de la main-d'œuvre nationale de la R-D ainsi que 55.6 % des droits de propriété intellectuelle (brevets enregistrés en Corée). La Corée affiche des niveaux élevés de dépenses de R-D, et se classait au sixième rang des 30 pays de l'OCDE en 2003, après les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. La ville de Séoul enregistre également des dépenses élevées de R-D, et se classe en deuxième place des villes d'Asie du Nord-Est, avec 3.14 % de son PIB. Une main-d'œuvre instruite et de fortes capacités de R-D constituent ainsi des atouts potentiels à mettre en oeuvre pour la production et la diffusion de l'innovation.

En outre, la région de Séoul abrite des grappes industrielles prometteuses, à la fois dans les services à forte valeur ajoutée, tels que les services financiers, les services aux entreprises, les TIC et le contenu numérique, et dans les activités manufacturières comme la mode et l'habillement, ou l'imprimerie et l'édition. Ces grappes peuvent être les moteurs de l'économie de la région de la capitale. Elles se caractérisent par une intégration spatiale relativement étroite, une spécialisation sur des produits ou des compétences niches, et de robustes liens transsectoriels ; autant d'atouts qui rendent

**Graphique 3.**  
**CROISSANCE**  
**DE LA PRODUCTIVITÉ DU**  
**TRAVAIL DANS LES PAYS**  
**MEMBRES DE L'OCDE,**  
**1993-2002**



Source : Statistiques OCDE .

la réussite plus probable. Les principaux problèmes auxquels sont confrontées ces grappes découlent du fait que la région de la capitale a perdu son avantage concurrentiel sur les coûts de production par rapport aux pays à faible coût dans les secteurs de la mode et de l'habillement, qu'elle se trouve parfois dans l'impossibilité de faire jouer les économies d'échelle, comme dans l'imprimerie et l'édition, et qu'elle a besoin d'une mise à niveau technologique et d'une diffusion de l'innovation beaucoup plus rapides. Séoul a ciblé l'aide financière sur les nouvelles activités stratégiques, notamment les services aux entreprises, les services financiers, les TI/biotechnologies/nanotechnologies et le contenu numérique.

À moyen et long terme, il faudrait privilégier davantage les politiques destinées à développer l'infrastructure immatérielle (éducation et formation, partage de l'information, commercialisation de la recherche et promotion internationale). La Corée a récemment lancé des programmes de « grappes industrielles régionales » et de « villes grappes innovatrices » dans différentes régions, mais la région de la capitale reste largement exclue de ce soutien financier national. La stratégie de grappes d'activités qu'elle a développée elle-même pourrait être renforcée de trois manières :

- i) en resserrant les liens interentreprises, plus particulièrement en stimulant les partenariats de PME axés sur l'innovation grâce à des fonds publics pour des projets conjoints de R-D ou pour des coentreprises ;
- ii) en encourageant des flux de savoir plus fluides entre les entreprises, les établissements d'enseignement et les organismes de recherche par l'intermédiaire de consortiums, de programmes de formation technologique, de stages d'étudiants et de contrats de recherche entre les universités et les entreprises ;
- iii) en favorisant l'entrepreneuriat : de nombreux travailleurs licenciés lors de la crise de 1997 ont opté pour un emploi indépendant, et Séoul a enregistré un processus dynamique de création d'entreprises. Le taux de survie de ces nouvelles entreprises demeure toutefois extrêmement bas. Le développement de PME efficaces pourrait être encouragé à travers des instruments créatifs et catalytiques tels que des concours de concepts et des festivals de l'entrepreneuriat.

Cette stratégie économique endogène pourrait être complétée par une stratégie exogène, conçue pour attirer et assimiler l'investissement direct étranger (IDE) afin de stimuler l'innovation régionale et de générer des externalités positives durables. Séoul reçoit la plus grande partie des entrées d'investissements directs étrangers en Corée, soit 60.9 % de l'IDE total en 2003. Dans l'ensemble, la Corée obtient toutefois des résultats médiocres pour la part de l'IDE dans le PIB, se classant seulement au 24<sup>e</sup> rang des 30 pays de l'OCDE. En outre, des facteurs externes sont susceptibles d'influencer les tendances futures de l'IDE à Séoul, notamment le ralentissement général des flux d'IDE globaux que connaît la Corée depuis 2001, l'attractivité grandissante de la Chine en matière d'investissement, les orientations économiques du Japon (le plus gros investisseur étranger en Corée) et la question nucléaire nord-coréenne. Enfin, la Corée s'est classée dernière parmi 23 pays de l'OCDE pour le pourcentage de la population née à l'étranger, à la fois en 1995 et en 2002. La région de Séoul pourrait tirer profit de la zone franche d'Incheon, mais il faudrait pour cela que les trois administrations locales formant la région de la capitale – Séoul, Incheon et Gyeonggi – mettent en œuvre une forme de coordination régionale pour exploiter leurs effets de synergie. La réussite dépendrait également d'un accord entre la zone franche d'Incheon et les deux autres zones franches coréennes pour une spécialisation fonctionnelle claire, de manière à éviter une concurrence inutile au niveau national. Enfin, il serait souhaitable de conclure un accord sur les moyens que les zones franches coréennes mettront en œuvre pour différencier leurs avantages comparatifs de ceux offerts par des zones concurrentes en Asie du Nord-Est. La région de Séoul pourrait exploiter l'architecture institutionnelle existante pour promouvoir et améliorer les atouts de la capitale. Ces initiatives devraient veiller à ne pas couper les milieux d'affaires étrangers des entreprises coréennes, étant

### La politique de rénovation urbaine de Séoul bénéficie-t-elle d'une visibilité internationale suffisante ?

donné que dans nombre de cas les sociétés étrangères dépendent de la main-d'œuvre et du marché coréens. Séoul pourrait également promouvoir les avantages propres à son site, comme en témoigne l'accroissement récent des coentreprises ou des acquisitions d'entreprises coréennes par des investisseurs étrangers. ■

La région de la capitale pourrait encore renforcer sa capacité d'attraction au niveau international en tirant parti de sa politique actuelle de rénovation urbaine. Le remarquable projet de restauration de Cheonggyecheon se trouve au cœur de cette politique. Il vise à remplacer une voie rapide surélevée et les quartiers défavorisés avoisinants par un cours d'eau et des espaces verts. Ce projet devrait non seulement contribuer à résoudre les problèmes environnementaux du centre-ville, mais également atténuer les disparités socioéconomiques entre la partie nord et la partie sud de Séoul. Tandis que plusieurs villes des pays de l'OCDE ont entrepris de rénover des quartiers défavorisés (le Kop Van Zuid à Rotterdam et la Villette à Paris par exemple), le projet de réhabilitation de Cheonggyecheon offre un exemple rare de suppression totale d'une artère saturée dans le centre-ville. Afin d'avoir un effet positif optimal, le projet Cheonggyecheon doit relever deux défis majeurs :

- Premièrement, le relogement des résidents à bas salaires et des commerçants qui vivaient jusque-là dans les quartiers défavorisés appelle à des consultations transparentes et des solutions de rechange appropriées pour éviter que les économies d'échelle existantes ne soient dissipées. Un mécanisme de relogement pluridimensionnel devrait être mis en place : il s'agit non seulement de construire l'infrastructure physique, mais aussi d'offrir des garanties en capital et des services d'information.
- Deuxièmement, l'efficacité de la gouvernance conditionnera la réussite du projet. Exemple frappant de l'autonomie récemment acquise par la ville de Séoul, le projet Cheonggyecheon peut symboliser l'autorité de l'administration locale de Séoul et influencer la décentralisation à venir. Il est essentiel d'assurer un suivi attentif pour chiffrer le coût final du projet, évaluer l'utilisation des ressources publiques et veiller à ce que toutes les parties intéressées en recueillent les fruits.

Le projet de réhabilitation de Cheonggyecheon fait partie d'un programme plus large de gestion de l'environnement et de la circulation destiné à réduire les coûts de congestion. Dans le même temps, la ville de Séoul a appliqué des mesures de réforme des transports publics et des mesures de contrôle de l'utilisation des automobiles privées. Le gouvernement a procédé à une restructuration complète du système d'autobus en 2004. L'infrastructure physique et la gestion institutionnelle ont été remodelées pour rendre les liaisons plus directes et simplifier la tarification. Même s'il est sans doute trop tôt pour évaluer l'effet environnemental et économique de la réforme, une réorientation significative des modes de transport privés vers les modes publics devrait se dérouler progressivement. L'une des solutions les plus probables pour contrôler l'utilisation de l'automobile privée est la mise en place d'une redevance de congestion.

En dépit de ses atouts prometteurs et de ses aménagements urbains récents, la région de Séoul manque d'une stratégie globale pour les promouvoir sur le marché international. Plutôt que de créer un simple logo et de mener une campagne de publicité classique, la ville de Séoul devrait adopter une approche intégrée pour concevoir et mettre en œuvre une politique de « marquage » territorial. Une première piste consisterait à valoriser le tourisme de nouvelle génération en tant que « créateur d'image », surtout à travers le développement du tourisme de congrès – en attirant les conférences et autres conventions en Corée – et la récente expansion spectaculaire de la culture populaire coréenne dans les pays asiatiques voisins (on a parlé de « vague coréenne »). Une seconde piste consiste à véhiculer une image complète de la région de la capitale en tant que métropole dont le dynamisme économique et culturel incite à y vivre et à y investir. Cette image devrait être à la fois très internationale, pour

séduire les étrangers, et propre à Séoul, dont elle ferait ressortir le mélange unique de tradition et de modernité. La région de Séoul pourrait s'inspirer de pays qui ont combiné les objectifs économiques et touristiques en une stratégie de marque intégrée (Nouvelle-Zélande, Singapour). ■

### Comment transformer en partenaires les administrations locales de la région de la capitale ?

L'amélioration de la compétitivité internationale de la région de la capitale exige une coopération effective à l'intérieur de la région. En ce qui concerne la ville de Séoul, pour relever le défi de l'exploitation des économies d'échelle et réaliser son ambition de devenir une ville mondiale, il faut procéder à une évaluation exhaustive du potentiel sous-exploité de la région de la capitale. À titre d'exemple, une carte générale des grappes industrielles de la région de la capitale dans son ensemble, faisant apparaître les relations interentreprises, aidera à mieux comprendre l'interaction des activités économiques. On observe une tendance manifeste à la spécialisation des activités à haute valeur ajoutée dans la ville de Séoul (industries de pointe et industries de services) et à la délocalisation des activités à faible valeur ajoutée (industries manufacturières) dans la province de Gyeonggi, phénomène typique des régions métropolitaines avancées. Il s'agit alors de développer la spécialisation et la complémentarité des activités économiques entre les différentes parties de la région de la capitale. La rationalisation, ou du moins la facilitation, du flux des personnes impliquées dans les différentes branches d'activité doit jouer un rôle majeur dans le processus de développement ; cela aurait des retombées bénéfiques sur la région, tout en renforçant la compétitivité nationale.

Des mécanismes de coopération ont été mis en place dans la région de la capitale, mais ils demeurent sous-exploités dans l'ensemble. Une utilisation plus dynamique des outils coopératifs de planification stratégique s'avère donc indispensable. L'une des solutions serait de revitaliser l'actuel Conseil administratif pour la région de la capitale, qui a été créé en 1988 pour servir d'outil de coopération régionale. Le Conseil n'est pas parvenu à résoudre les problèmes en raison de l'activisme insuffisant de ses membres, ce qui souligne la nécessité de créer un mécanisme d'incitation pour assurer l'implication de ses membres, avec notamment la possibilité de partager les ressources pour de grands projets communs d'investissement ayant des retombées sur l'ensemble de la région de la capitale. Parmi les avantages possibles d'une coopération horizontale, on peut citer une réduction des coûts de transaction et des externalités négatives, un accroissement de l'efficacité administrative, et une augmentation des recettes si les projets ou les réformes en commun se traduisent par une expansion de l'activité économique.

La ville de Séoul doit également mettre à profit les contributions des niveaux inférieurs d'administration, ainsi que du secteur privé et de la société civile. Il faudrait exploiter davantage le suivi en ligne, les auditions publiques et les référendums pour encourager la participation locale. Comme les autres villes coréennes, Séoul compte quelques associations de quartiers embryonnaires appelées « centres d'autonomie locale », mais leur rôle actuel reste essentiellement passif et n'exprime pas l'engagement total que supposent leur nom et les idéaux qui ont présidé à leur création. Ces centres offrent actuellement une gamme relativement restreinte de cours concernant la culture, les langues et les qualifications. Ils pourraient devenir un lieu de gouvernance locale et développer le sens d'appropriation locale de la communauté si leurs membres étaient élus et si leur domaine de compétences était élargi. Une infrastructure de TI avancée et une large diffusion de l'accès en ligne offrent à la Corée la possibilité d'innover rapidement sur le front émergent de la gouvernance locale. ■

### Pour plus d'informations

Pour plus d'informations sur l'*Examen territorial de Séoul* et la série des Examens territoriaux de l'OCDE, veuillez contacter Mme Soo-Jin Kim (adresse électronique : [soo-jin.kim@oecd.org](mailto:soo-jin.kim@oecd.org)).

## Références

OCDE (2001), **Examens territoriaux de l'OCDE : Corée**, ISBN 92-64-29568-2, 31 €, 240 pages.

OCDE (2004), **Études économiques de l'OCDE : Corée**, ISBN 92-64-01440-3, 42 €, 186 pages.

OCDE (2005), **Examens territoriaux de l'OCDE : Séoul, Corée**, ISBN 92-64-01300-8, 170 pages.

OCDE (2005), **Panorama des régions de l'OCDE**, ISBN 92-64-01132-3 40 €, 224 pages.

OCDE (2006), **La compétitivité des villes dans une économie mondialisée** (titre provisoire, à paraître prochainement).

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles  
sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

**Centre de l'OCDE de Berlin**  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail :  
[berlin.contact@oecd.org](mailto:berlin.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/deutschland](http://www.oecd.org/deutschland)

### ÉTATS-UNIS

**Centre de l'OCDE  
de Washington**  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

**Centre de l'OCDE de Tokyo**  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

**Centre de l'OCDE du Mexique**  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail :  
[mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet :  
[www.oecdmexico.org.mx](http://www.oecdmexico.org.mx)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.